

N° 5014²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant modification de la loi du 24 février 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la mise en place par le syndicat SEBES d'une conduite d'eau potable allant de Grosbous via Mersch à Junglinster

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES AFFAIRES INTERIEURES

(29.1.2004)

La Commission se compose de: M. Marco SCHANK, Président; M. Nico LOES, Rapporteur; M. Emile CALMES, M. Camille GIRA, M. Gusty GRAAS, M. Jean-Marie HALSDORF, M. Aly JAERLING, M. Jean-Pierre KLEIN, Mme Lydia MUTSCH, Mme Maggy NAGEL et M. Fred SUNNEN, Membres.

*

I. ANTECEDENTS

En date du 20 août 2002, Monsieur le Ministre de l'Intérieur a déposé le projet de loi sous rubrique à la Chambre des Députés. Le projet de loi était accompagné d'un exposé des motifs. Au cours de la réunion de la Commission des Affaires Intérieures du 16 septembre 2003 Monsieur Nico Loes a été nommé rapporteur du projet. Lors de la réunion du 6 janvier 2004, les membres de la Commission ont par la suite procédé à une analyse approfondie des éléments essentiels du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat datant du 26 novembre 2002.

Le présent rapport a été adopté au cours de la réunion du 29 janvier 2004.

*

II. OBJET DE LA LOI

Le présent projet de loi a pour objet de modifier et d'adapter l'alinéa 1er de la loi du 24 février 1999 autorisant l'Etat à participer à raison de cinquante pour cent à la dépense du SEBES résultant des travaux de construction de la conduite d'eau potable DN 700 de Grosbous (Schankengriecht) via Mersch à Junglinster. La participation est limitée à 13.279.265 euros ce qui correspond à 50 pour cent du devis final. Cette adaptation financière s'est avérée nécessaire pour plusieurs raisons:

- Le contexte dans lequel se situe le projet d'envergure ne revêt plus une importance intercommunale, mais a pris une envergure nationale. Il s'agit en effet d'assurer l'infrastructure du pays en matière d'approvisionnement en eau potable dans le contexte d'une population qui ne va que s'accroître dans les années à venir.
- Une conséquence concrète en a été l'augmentation du diamètre de la conduite pour répondre non seulement aux besoins des régions du Centre et de l'Est, mais encore de la Ville de Luxembourg et du Sud du pays.
- Le tracé initial a dû être réétudié ensemble avec les autres administrations et services de l'Etat aux fins de réduire les nuisances sur l'environnement. Ce faisant, le tracé s'est vu porté de 30 à 31,5 kilomètres.

- La réalisation de grands ouvrages tels que le chemin de fer à Mersch et la Route du Nord ont eu un effet non négligeable sur le coût final du projet.

Pour le détail de l'évolution ainsi que pour les aspects plus techniques du projet, il est renvoyé à l'exposé des motifs.

*

III. IMPACT FINANCIER DU PROJET

Pendant la durée d'étude du projet l'indice du coût de la vie est passé de 548,67 points (07/1997) à 576,43 points (01/2001), ce qui représente une augmentation de 5%. En tenant compte de toutes les modifications résultant des facteurs exposés ci-avant, le coût s'est vu augmenter à 26.558.529 euros. Le subside demandé de 13.279.265 euros équivaut à 50% de la dépense du projet définitif et détaillé. Il est à rappeler que le subside déjà engagé par la loi à modifier est plafonné à 6.197.338 euros. L'impact financier de la nouvelle loi se chiffrera donc à 7.081.927 euros.

*

IV. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat estime que la hausse sensible de l'intervention financière de l'Etat qui se trouve portée à plus du double de l'aide initiale est inacceptable et à éviter à tout prix à l'avenir par des études, des recherches et des devis estimatifs sérieux et réalistes. Le Conseil d'Etat, vu l'importance de l'approvisionnement en eau potable du pays, marque néanmoins son accord avec le projet de loi sous avis dont l'article unique ne donne pas lieu à observation.

*

V. TRAVAUX PARLEMENTAIRES

Le Ministre de l'Intérieur est personnellement d'avis qu'un investissement d'une telle ampleur ne devrait pas se faire par l'intermédiaire d'un subside de l'Etat à l'attention du SEBES. L'infrastructure est d'ores et déjà subdivisée en structures nationales, régionales et locales. La part financée par l'Etat serait alors clairement „l'épine dorsale“ du système de conduites d'eau potable, considérée comme la partie nationale du réseau.

Le Ministre a ensuite expliqué que dans le cadre de la politique future de la gestion de l'eau et après la transposition de la directive-cadre d'octobre 2000, les investissements subventionnés par l'Etat devront être amortis au niveau du calcul du prix de l'eau.

Les responsables du Ministère de l'Intérieur ont ensuite rappelé les détails techniques du projet et repris les raisons de l'augmentation de son prix telles qu'elles sont énoncées dans l'exposé des motifs du projet de loi: importance nationale de la conduite d'eau, possibilité de raccorder des communes supplémentaires, passage du soutien de l'Etat de 33% à 50% du coût, augmentation du diamètre de la conduite d'eau de 500 à 700 mm, modification du tracé en fonction de l'impact sur l'environnement et du passage de la Route du Nord, et engagement d'archéologues pour la durée du chantier. Il est dans ce contexte précisé qu'un projet définitif et détaillé est fréquemment plus cher que l'avant-projet y relatif.

En ce qui concerne le commentaire du Conseil d'Etat relatif à la fiche financière manquante, le rapporteur a précisé que cette dernière est à fournir par le Ministre du Budget.

Monsieur Wolter a finalement conclu qu'à l'avenir, à cause des dispositions de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, les projets d'une envergure semblable au projet de loi sous rubrique ne doivent, dans la plupart des cas, être soumis au vote à deux reprises (une première fois pour engager les sommes calculées sur base d'un avant-projet, puis une deuxième fois lorsque le montant global du projet a été étudié dans le détail).

*

VI. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

La Commission des Affaires Intérieures reconnaît l'utilité du projet, et se réjouit du fait de voir que le projet de loi sous examen constitue un nouvel élément ambitieux dans les efforts entrepris par l'Etat de doter le pays d'une infrastructure performante en matière d'approvisionnement en eau potable. La Commission recommande ainsi de voter le projet de loi dans la version suivante:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION

PROJET DE LOI

portant modification de la loi du 24 février 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la mise en place par le syndicat SEBES d'une conduite d'eau potable allant de Grosbous via Mersch à Junglinster

Article unique.— Le premier alinéa de l'article unique de la loi du 24 février 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la mise en place par le syndicat SEBES d'une conduite d'eau potable allant de Grosbous via Mersch à Junglinster est remplacé par les dispositions suivantes:

„Le Gouvernement est autorisé à participer au financement de la mise en place par le syndicat SEBES d'une conduite d'eau potable allant de Grosbous via Mersch à Junglinster jusqu'à concurrence de 50% des dépenses des travaux de construction y relatifs sans que cette participation ne puisse dépasser la somme de 13.279.265.— euros sans préjudice des hausses légales de prix pouvant intervenir jusqu'à l'achèvement des travaux.“

Luxembourg, le 29 janvier 2004

Le Rapporteur,
Nico LOES

Le Président,
Marco SCHANK

